NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
GÉNÉRALE

E/ESCAP/1272
24 février 2003

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Cinquante-neuvième session
24-30 avril 2003
Bangkok

QUESTIONS ET FAITS ÉMERGENTS AU NIVEAU RÉGIONAL: RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

(Point 4 a) de l'ordre du jour provisoire)

RAPPORT SUR LE CENTRE RÉGIONAL POUR LA COORDINATION DE LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SUR LES CÉRÉALES SECONDAIRES, LÉGUMINEUSES, RACINES ET TUBERCULES DANS LES ZONES TROPICALES HUMIDES DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

Note du secrétariat

RÉSUMÉ

L'article 17 des statuts du Centre régional pour la coordination de la recherche-développement sur les céréales secondaires, légumineuses, racines et tubercules dans les zones tropicales humides de l'Asie et du Pacifique (CERECS) prévoit que le Conseil d'administration du Centre soumet un rapport annuel sur l'exécution des programmes à la Commission à chacune de ses sessions. L'article 28 dispose que la Commission examine à cette occasion l'état des ressources du Centre sur la base du rapport du Conseil et formule les recommandations qu'elle juge utiles pour que le Centre et ses programmes soient toujours assurés de disposer en temps voulu de ressources suffisantes.

Le présent rapport est soumis à la Commission conformément à ces dispositions. La section I résume les travaux de la vingt et unième session du Conseil d'administration du CERECS, tenue en janvier 2003; la section II traite de diverses questions que le Conseil d'administration souhaite soumettre à la Commission, dont les suivantes:

a) Les objectifs, le rôle et la fonction du Centre et sa capacité de répondre aux besoins des pays membres en développement;

b) La fourniture des services d'experts compétents en rapport avec les nécessités de la bonne exécution des activités du Centre;

c) Le renforcement et la stabilisation de la situation financière du Centre, pour les ressources d'appui institutionnel comme pour les ressources d'appui au programme, afin d'assurer la continuité des activités de programme;

d) L'amélioration et la régularisation de l'affectation des ressources d'appui institutionnel et d'appui au programme pour permettre la bonne exécution des activités dans les délais prévus.

TABLE DES MATIÈRES

Page

Introduction 1

I. RÉCAPITULATION DES FAITS MARQUANTS DE 2002 1

II. QUESTIONS APPELANT DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION OU PORTÉES À SON ATTENTION 2

III. EXÉCUTION DES PROGRAMMES EN 2002 ET ACTIVITÉS PRÉVUES POUR 2003 ET AU-DELÀ 3

A. Programme de recherche-développement 3

B. Services d'information et programme de bases de données 4

IV. SITUATION FINANCIÈRE 5

V. VINGT ET UNIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CERECS 5

ANNEXES

I. Participation des pays aux activités du CERECS en 2002 7

II. Effectifs en 2002 et prévisions pour 2003 8

III. Récapitulation des activités de programme en 2002 9

IV. Projets pour 2003 et au-delà 11

V. Appui institutionnel: contributions de l'Indonésie – estimation des dépenses en 2002 et prévisions budgétaires pour 2003 12

VI. Appui institutionnel: contributions conjointes – estimation des dépenses en 2002 et prévisions budgétaires pour 2003 13

VII. Appui institutionnel: contributions des membres (1992-2002) 14

Introduction

1. Le présent document examine en détail les principaux faits qui ont marqué l'activité du Centre régional pour la coordination de la recherche-développement sur les céréales secondaires, légumineuses, racines et tubercules dans les zones tropicales humides de l'Asie et du Pacifique (CERECS) en 2002. Il décrit aussi les activités prévues pour 2003 et au-delà, qui ont été approuvées par le Conseil d'administration à sa vingt et unième session, en janvier 2003, et dresse le bilan de la situation financière du Centre.

I. RÉCAPITULATION DES FAITS MARQUANTS DE 2002

2. En 2002, les activités du Centre ont relevé de deux programmes: recherche-développement et services d'information et bases de données. Le Centre a réalisé à ce titre trois projets de recherche-développement et diverses activités d'information (voir annexe III). Toutes ces activités ont été menées en collaboration avec des instituts nationaux de recherche agricole, des organismes nationaux de planification et d'autres organismes et organisations participant au développement des cultures secondaires. Les informations et les recommandations qui ont résulté de ces activités ont été largement utilisées. L'annexe I présente la participation des pays aux activités du Centre.

3. Certains projets et activités ont reçu l'appui des gouvernements et d'établissements de recherche de la France et du Japon en 2002. Le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, le Myanmar, le Népal, le Pakistan, les Philippines, la République de Corée, Sri Lanka et la Thaïlande ont aussi fourni un appui institutionnel.

4. Le Gouvernement indonésien, en qualité de pays hôte, a continué de procurer des locaux et des moyens au Centre et de lui apporter un soutien financier et en nature. En particulier, sa contribution importante sous forme de ressources institutionnelles a permis au Centre de maintenir ses activités de base et sa gestion. Il a également fourni des ressources supplémentaires pour la rénovation du Centre.

5. Le Centre a fonctionné avec un effectif de cinq administrateurs, soit un directeur, un responsable de programme, deux chefs de projet et un rédacteur, mis à disposition par les gouvernements membres et par diverses institutions. Le CERECS a effectué des travaux de recherche en collaboration avec des experts des établissements partenaires situés dans les pays membres; ces activités ont représenté un total de 80 mois de travail en 2002. À la fin de l'année, le personnel d'appui du Centre comptait 10 personnes. Le tableau des effectifs de 2002 et le plan des effectifs pour 2003 figurent à l'annexe II.

6. Le Centre a continué de collaborer avec ses partenaires des pays membres en développement de la région. Il a renforcé sa collaboration avec divers organismes et institutions spécialisées des Nations

Unies, et d'autres organisations internationales et régionales. Il s'agissait notamment de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Centre international de la pomme de terre, de l'Institut international de gestion des ressources en eau, des organismes nationaux comme le Centre australien de la recherche agricole internationale, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), le Centre international japonais de recherches en agronomie, l'Institut central de recherche sur les cultures vivrières et le Centre de recherche agro-socio-économique d'Indonésie.

II. QUESTIONS APPELANT DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION OU PORTÉES À SON ATTENTION

7. Dans l'ensemble, les ressources destinées à l'appui institutionnel et aux activités de programme ont baissé en 2002. La situation financière globale du Centre reste fragile et les fonds disponibles pour les activités sont insuffisants. La Commission souhaitera peut-être engager ses membres et membres associés à verser des contributions égales ou supérieures à un seuil minimal, selon la capacité de chacun.

8. L'exécution d'activités et de projets en collaboration est un moyen de permettre au Centre d'atteindre ses objectifs, de remplir son rôle et sa fonction et de répondre aux besoins des pays membres en développement en leur fournissant une assistance et des services techniques. Le CERECS doit développer ses activités de programme pour répondre aux besoins croissants et de plus en plus variés des pays membres en développement. La diversification des sources de financement devrait aussi permettre d'augmenter régulièrement les ressources et d'éviter les fortes variations annuelles. La Commission souhaitera peut-être remercier les gouvernements des membres et des membres associés, ainsi que les institutions donatrices, pour leurs contributions à l'appui du programme. Elle voudra peut-être les prier d'envisager de renforcer cet appui et de verser leurs contributions à temps.

9. Bien que l'importance des activités de formation et les besoins croissants en la matière soient largement reconnus, en 2002, faute de financement, le Centre n'a pu organiser de cours au titre du programme de valorisation des ressources humaines. Le Centre a présenté, pour 2003 et au-delà, un nouveau projet dans le domaine de la valorisation des ressources humaines. La Commission est invitée à se dire satisfaite des efforts accomplis par le Centre et à prier les membres et membres associés de prêter davantage d'attention à l'exécution des activités du Centre pour la valorisation des ressources humaines.

10. Le personnel du Centre continuera d'être mis à disposition par les gouvernements membres et les institutions selon des modalités variées, telles que fonds d'affectation spéciale ou détachement à titre gracieux. Pour réussir, le Centre a besoin des services de spécialistes expérimentés, possédant les compétences qui correspondent aux besoins des programmes et des projets. La Commission souhaitera peut-être remercier les gouvernements et les institutions qui fournissent des experts au Centre, et les engager à maintenir et à renforcer cette forme d'appui, de préférence à titre gratuit.

III. EXÉCUTION DES PROGRAMMES EN 2002 ET ACTIVITÉS PRÉVUES POUR 2003 ET AU-DELÀ

A. Programme de recherche-développement

11. Le programme de recherche-développement du Centre a été organisé suivant les indications figurant dans le Plan stratégique pour le CERECS à l'horizon du XXI^{e} siècle.

12. Les projets de recherche du Centre sont entrepris en collaboration avec des établissements des pays membres. Selon cet arrangement, les agents du CERECS travaillent avec des chercheurs, des planificateurs, d'autres responsables et des universités de ces pays. Le Centre joue un rôle de catalyseur dans ce processus de collaboration et un certain nombre de projets sont exécutés par des équipes d'experts nationaux, tandis que le personnel du Centre joue un rôle de planification et de coordination. Le CERECS est aussi le principal responsable de la définition et de la formulation des projets en consultation avec ses partenaires, et de la présentation des propositions aux organismes de financement.

13. En 2002, le Centre a exécuté, dans le cadre de son programme de recherche-développement, les trois projets ci-après (dont deux se poursuivront en 2003):

a) Stabilisation de l'agriculture d'altitude et développement rural dans les pays exposés au phénomène El Niño;

b) Perspectives du secteur des cultures fourragères en Asie du sud;

c) Gestion des politiques agricoles dans l'optique du développement durable axée sur l'approvisionnement alimentaire des consommateurs urbains.

14. Le projet sur la stabilisation de l'agriculture d'altitude et le développement rural dans les pays exposés au phénomène El Niño a été financé par le Gouvernement japonais. Il a commencé en avril 2000 et est entré dans sa troisième phase en juin 2002. La réunion consacrée au projet de rapport sur la deuxième phase du projet s'est tenue au CERECS les 25 et 26 juin 2002. Les rapports de pays communiqués par l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande et concernant la première phase de projet ont été publiés entre janvier et mai 2002. L'atelier international conjoint sur El Niño et la stabilisation de l'agriculture pluviale: enseignements tirés de l'expérience de l'Asie et du Pacifique, a été coorganisé par le CERECS, le Département de l'agriculture des Philippines, le Centre international japonais de recherches en agronomie, le Centre australien de la recherche agricole internationale et l'Institut international de gestion des ressources en eau. Il s'est tenu à Cebu (Philippines) du 17 au 19 septembre 2002. L'atelier prospectif ELNINO-ECOPOL (MAPSuD) consacré aux perspectives d'avenir du secteur des cultures secondaires en Asie et dans le Pacifique à l'horizon 2020 s'est tenu au CERECS du 25 au 28 novembre 2002. Cet atelier visait à définir des stratégies de recherche et des politiques à long terme pour le développement des cultures secondaires, en mettant l'accent sur l'évolution socioéconomique et les risques climatiques accrus en Asie et dans le Pacifique d'ici à 2020.

15. On prévoit de réaliser entre janvier et mars 2003 les activités suivantes: séminaires de pays en Malaisie et en Thaïlande en janvier, et en Indonésie, en Papouasie-Nouvelle Guinée et aux Philippines en février; publication en janvier du compte rendu de l'atelier international conjoint; seront également publié en janvier les rapports de pays de la Papouasie-Nouvelle Guinée et des Philippines pour la première phase de projet et les rapports de pays de la Malaisie et de la Thaïlande pour la deuxième phase de projet; publication en février des rapports de pays de l'Indonésie, de la Papouasie-Nouvelle Guinée et des Philippines pour la deuxième phase de projet; publication en mars du rapport global du projet.

16. Le projet sur les perspectives du secteur des cultures fourragères en Asie du sud, financé par le Gouvernement du Japon, a commencé en juillet 2001. Ce projet vise à mettre en évidence et à analyser le potentiel, les points faibles, les possibilités, les contraintes et les options politiques du développement du secteur des cultures fourragères, en se basant essentiellement sur les cultures secondaires dans les pays en développement d'Asie du Sud, parallèlement au développement rapide de l'élevage et de la pisciculture en Asie. Quatre pays (Inde, Népal, Pakistan et Sri Lanka) ont participé au projet. Les études de pays ont été achevées en mai 2002 et un atelier régional s'est tenu à Bogor (Indonésie) les 3 et 4 septembre 2002. Le rapport global et le compte rendu de l'atelier, ainsi que les rapports de pays seront publiés prochainement.

17. Le projet sur la gestion des politiques agricoles dans l'optique du développement durable axée sur l'approvisionnement alimentaire des consommateurs urbains (MAPSuD-Metropol), lancé en janvier 2001, a été subventionné par le CIRAD et le Gouvernement français. En 2002, les activités de projet ont été notamment l'établissement d'un inventaire des institutions de recherche-développement dans 19 pays de l'Asie et du Pacifique; une étude des tendances dans le secteur des cultures secondaires dans 26 pays de la région; et une analyse de l'évolution de ce secteur d'ici à 2020. Les résultats seront publiés en 2003.

18. Le projet MAPSuD se poursuivra jusqu'en 2003 grâce à l'appui du CIRAD, malgré l'interruption du soutien financier apporté par le Gouvernement français. Les activités du CERECS prévues pour cette période sont notamment la mise au point du soutien informatique nécessaire à la réalisation d'une enquête socioéconomique sur les ménages, l'établissement d'une base de données sur les cultures secondaires, la rédaction d'un manuel (directives et logiciel) relatif aux analyses prospectives d'experts, et la conception d'une stratégie pour le suivi actif de l'évolution des cultures secondaires en Asie et dans le Pacifique.

19. En 2003 et au-delà, le Centre prévoit de continuer deux projets en cours et de lancer trois nouveaux projets (voir annexe IV).

B. Services d'information et programme de bases de données

20. Le Centre a continué de publier des monographies et des documents de travail, ainsi que le bulletin trimestriel *Palawija News*. En 2002, il a publié trois documents de travail et trois bulletins trimestriels (voir annexe III).

21. Le Centre a continué de tenir à jour les bases de données sur les cultures secondaires dans la région mais n'a pas publié d'aperçu statistique.

IV. SITUATION FINANCIÈRE

22. En 2002, le montant estimatif des dépenses financées par les ressources d'appui institutionnel a été de 446 000 000 rupiahs et 274 286 dollars É.-U. (annexes V et VI). Les pays suivants ont contribué: Bangladesh, Inde, Indonésie, Japon, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines, République de Corée, Sri Lanka et Thaïlande. L'évolution des contributions des gouvernements membres au titre de l'appui institutionnel entre 1992 et 2002 est présentée à l'annexe VII

23. Les dépenses en espèces financées par les ressources d'appui au programme (au titre de projets et d'activités spécifiques) se sont élevées à 389 679 dollars É.-U. Le Centre a également reçu d'autres formes d'appui, principalement des services d'experts, représentant un total de 80 mois de travail. Ces contributions ont été fournies par la France, le Japon et certains pays en développement.

24. Le montant estimatif des dépenses pour 2003 à financer à l'aide des ressources d'appui institutionnel s'élève à 446 000 000 rupiahs et 310 898 dollars É.-U. (annexes V et VI).

25. D'après les projets et les activités prévus pour 2003, et sous réserve d'obtenir les fonds nécessaires pour plusieurs de ces projets, le montant des dépenses de programme pour 2003 est estimé à 400 940 dollars É.-U. Le gros des contributions en nature comprendrait des services d'experts fournis par des gouvernements et des institutions et devrait atteindre au total 73 mois de travail.

26. L'état général des ressources du Centre demeure précaire et l'apport de fonds est insuffisant. Il conviendrait d'augmenter les ressources d'appui institutionnel et d'appui au programme pour répondre aux besoins croissants et de plus en plus variés des pays en développement de la région en matière de cultures secondaires. Il est essentiel de maintenir et d'augmenter les services d'experts offerts par les gouvernements et les différentes institutions dans le cadre des programmes et des projets afin d'assurer le succès des opérations du Centre.

V. VINGT ET UNIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CERECS

27. Le Conseil d'administration du CERECS a tenu sa vingt et unième session à Bogor (Indonésie) les 14 et 15 janvier 2003. Les représentants des pays ci-après y ont participé en qualité de membres du Conseil d'administration: Bangladesh, Inde, Indonésie, France, Japon, Pakistan, Philippines, République de Corée et Thaïlande. Des représentants du Centre pour la recherche forestière internationale, du Centre international de la pomme de terre, du CIRAD, du Centre international pour la recherche en agroforesterie et un consultant auprès de la CESAP ont participé en qualité d'observateurs.

28. Le Conseil a été informé des activités menées par le Centre en 2002 et du programme de travail proposé pour 2003 et au-delà. Il s'est dit généralement satisfait des activités menées par le Centre en 2002 dans le cadre de la recherche-développement ainsi que des services d'information et de base de données. Il s'est dit intéressé par les nouvelles idées de projets pour 2003 et au-delà. Certains pays membres ont manifesté leur intérêt à prendre part à de nouveaux projets. Le Conseil a souligné que le Centre devrait diffuser les résultats de ses recherches et toute autre information intéressante à un public plus large et de façon plus efficace.

29. Le Conseil a avalisé les progrès accomplis en 2002 et adopté le programme de travail pour 2003 et au-delà. Il a été informé des dépenses financées par les ressources d'appui au programme et d'appui institutionnel en 2002, et des prévisions de dépenses pour 2003 ainsi que de la situation financière qui en résulterait. Il a souligné qu'il fallait stabiliser les ressources d'appui institutionnel et d'appui au programme et réaffirmé l'importance d'accroître les sources de financement.

30. Le Conseil a approuvé le rapport sur les dépenses de 2002 et les dépenses prévues pour 2003. Il a félicité le Directeur et le personnel du Centre pour leur préparation efficace du rapport et de la réunion. Il a prié le Directeur de tenir compte de ses observations dans l'exécution des activités de programme.

Annexe I

Participation des pays aux activités du CERECS en 2002

Pays	Conseil d'administration	Comité consultatif technique	Fourniture d'experts et de consultants	Participation à des travaux de recherche en collaboration	Participation à des séminaires, ateliers et cours de formation	Services d'information[a]
Australie	-	+	+	-	-	+
Bangladesh	+	-	-	-	-	+
Cambodge	-	-	-	-	+	+
Canada	-	-	-	-	-	+
Chine	-	-	-	-	-	+
Fidji	-	-	-	-	-	+
France	+	+	+	+	-	+
Inde	+	+	+	+	+	+
Indonésie	+	+	+	+	+	+
Japon	+	+	+	-	+	+
Malaisie	-	-	+	+	+	+
Myanmar	-	-	-	-	-	+
Népal	-	-	+	+	+	+
Pakistan	+	-	+	+	+	+
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-	+	+	+	+
Pays-Bas	-	+	-	-	-	+
Philippines	+	-	+	+	+	+
République de Corée	+	+	-	-	-	+
République démocratique populaire lao	-	-	-	-	-	+
Sri Lanka	+	-	+	+	+	+
Thaïlande	+	+	+	+	+	+
Tonga	-	-	-	-	-	+
Vanuatu	-	-	-	-	-	+
Viet Nam	-	-	-	-	+	+

[a] Inclut diverses activités.

Annexe II

Effectifs en 2002 et prévisions pour 2003

	En poste au 31 octobre 2002	Prévisions pour 2003[a]
Gestion et administration		
Directeur	1	1
Assistant d'administration/aide-comptable[b]	1	1
Secrétaire[b]	1	1
Plantons/chauffeurs[b]	2	2
Total partiel	5	5
Programme de recherche-développement		
Responsable du programme	1	1
Chef de projet	2	2
Assistant de projet[b]	4	3
Total partiel	7	6
Services d'information et bases de données		
Rédacteur	1	1
Bibliothécaire[b]	1	1
Commis à la saisie des données[b]	2	2
Total partiel	4	4
Total	**16**	**15**

[a] Sur la base du programme de travail pour 2003.

[b] Catégorie des services généraux.

Annexe III

Récapitulation des activités de programme en 2002

Projet	Période d'exécution	Pays participants	Coût total (dollars É.-U.)	Principaux donateurs	État d'avancement fin 2002
TERMINÉ					
1. Perspectives du secteur des cultures fourragères en Asie du Sud (FEED)	2001-2002 (1,5 an)	Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka	72 754	Gouvernement japonais	- Études de pays achevées - Publication des rapports de pays, du rapport global et du compte rendu de l'atelier régional (tous les rapports achevés)
EN COURS					
1. Stabilisation de l'agriculture d'altitude et développement rural dans les pays exposés au phénomène El Niño (ELNINO)	2000-2003 (3 ans)	Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Thaïlande	706 575	Gouvernement japonais	Phase I: - Études de pays et régionale achevées - Réunion de préparation - Publication des premiers rapports de pays (3 rapports achevés) Phase II: - Études de pays et régionale achevées - Réunion de planification - Atelier conjoint aux Philippines - Publication des deuxièmes rapports de pays et du compte rendu de l'atelier - Séminaires de pays
2. Gestion des politiques agricoles dans l'optique du développement durable et axée sur l'approvisionnement des consommateurs urbains (MAPSuD-Metropol)	2001-2003 (3 ans)	Dix-neuf pays d'Asie et du Pacifique	—— [a]	CIRAD-France	Se poursuit avec l'appui du CIRAD

[a] Autofinancé.

Annexe III (suite)

Récapitulation des activités de programme en 2002

Activité	État d'avancement (octobre 2002)
• **Documents de travail**	
- Stabilization of upland agriculture under El Niño-induced climatic risk: impact assessment and mitigation measures in Malaysia (WP61)	Publié
- Stabilization of upland agriculture under El Niño-induced climatic risk: impact assessment and mitigation measures in Indonesia (WP62)	
- Stabilization of upland agriculture under El Niño-induced climatic risk: impact assessment and mitigation measures in Thailand (WP63)	
• **Monographies**	
- CGPRT feed crops supply/demand and potential/constraints for their expansion in South Asia : compte rendu d'un atelier tenu à Bogor (Indonésie) les 3 et 4 septembre 2002 (provisoire) (CG 42)	En préparation
- Coping with El Niño for stabilizing rainfed agriculture: lessons from Asia and the Pacific: compte rendu d'un atelier conjoint tenu à Cebu (Philippines) du 17 au 19 septembre 2002 (CG 43)	
• **Autres**	
- *Palawija News* (vol. 19, n° 1, 2 et 3)	Publié et diffusé

Annexe IV

Projets pour 2003 et au-delà

Projet	Période d'exécution	Pays participants	Coût total (dollars É.-U.)	Principaux donateurs	Principales activités en 2003
EN COURS					
1. Stabilisation de l'agriculture d'altitude et développement rural dans les pays exposés au phénomène El Niño (ELNINO)	2000-2003 (3 ans)	Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Thaïlande	706 575	Gouvernement japonais	Séminaires de pays Publication d'un rapport global
2. Gestion des politiques agricoles dans l'optique du développement durable et axée sur l'approvisionnement des consommateurs urbains (MAPSuD-Metropol)	2001-2003 (3 ans)	Dix-neuf pays d'Asie et du Pacifique	—— [a]	CIRAD-France	Publication de rapports Formation
PROPOSITIONS DE PROJETS ET IDÉES DE PROJETS FUTURS					
1. Recensement des facteurs favorables au développement durable d'une agriculture diverse dans certains pays d'Asie (AGRIDIV)	2003-2006 (3 ans)	Indonésie, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam	590 409	Gouvernement japonais	Élaboration de la proposition de projet
2. Perspectives pour le secteur des cultures fourragères en Asie du Sud-Est (FEED-SEA)	2003-2004 (2 ans)	Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande	64 488	Gouvernement japonais	Élaboration de la proposition de projet
3. Formation aux technologies de l'information et de la communication en rapport avec les cultures secondaires (AGRI-ICT)	2003 (6 mois)	Bangladesh, Fidji, Indonésie, Viet Nam	41 375	Gouvernement japonais	Élaboration de la proposition de projet

[a] Autofinancé.

Annexe V

Appui institutionnel : contribution de l'Indonésie – estimation des dépenses en 2002 et prévisions budgétaires pour 2003

(En milliers de rupiahs)

Rubriques	Budget des opérations courantes pour 2002	Estimation des dépenses au 31 décembre 2002	Budget prévu pour 2003[a]
Recettes			
Contribution de l'Indonésie	446 000	446 000	446 000
Dépenses			
Personnel d'appui	309 000	305 571	315 000
Commodités	79 800	83 147	82 000
Entretien	57 200	57 282	49 000
Matériel	0	0	0
Divers	0	0	0
Total[b]	446 000[c]	446 000	446 000[d]
Solde	0	0	0

[a] Proposition de budget pour 2003 soumise au Gouvernement indonésien.

[b] Les dépenses d'appui au programme (13%) sont financées par le compte commun des contributions.

[c] Rp 446 000 ÷ Rp 10 000 = 44 600 dollars É.-U.
44 600 dollars É.-U. x 0,13 = 5 798 dollars É.-U.

[d] Rp 446 000 ÷ Rp 10 000 = 44 600 dollars É.-U.
44 600 dollars É.-U. x 0,13 = 5 798 dollars É.-U.

Annexe VI

Appui institutionnel: contributions conjointes – estimation des dépenses en 2002 et prévisions budgétaires pour 2003

(En dollars É.-U.)

Rubriques	Budget des opérations courantes pour 2002	Estimation des dépenses au 31 décembre 2002	Budget prévu pour 2003
Recettes			
Contributions des membres	245 500	245 500	245 500 [a]
Fonds d'appui au programme	40 500	40 500	39 129 [b]
Total	286 000	286 000	284 629
Dépenses			
Personnel de projet	150 000	140 000	150 000
Consultants	35 000	30 300	35 000
Personnel d'appui	35 000	30 000	35 000
Déplacements officiels	15 000	8 000	15 000
Réunions du Conseil d'administration et du Comité consultatif technique	10 000	6 000	15 000
Matériel	10 000	7 500	5 000
Établissement et impression des rapports	5 000	4000	5 000
Entretien et commodités	0	0	0
Divers	13 000	11 800	10 000
Total partiel	273 000	237 600	270 000
Dépenses d'appui au programme[c]	41 288 [d]	36 686 [d]	40 898 [e]
Total	314 288	274 286	310 898

(Solde: 26 269)

[a] D'après les annonces de contributions pour 2002.

[b] Proposition soumise à la CESAP.

[c] Y compris les dépenses d'appui au programme pour le budget en rupiahs.

[d] 5 798 dollars É.-U.

[e] 5 798 dollars É.-U.

Annexe VII

Appui institutionnel: contributions des membres (1992-2002)

Membres	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002[a]
					(Milliers de rupiahs)						
Indonésie	91 200	105 700	136 610	263 380	263 380	289 718	289 718	289 718	318 690	318 690	446 000
					(Dollars É.-U.)						
Bangladesh	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	981	1 002	(1 000)
Inde	-		5 000	5 000	5 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Japon	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
Myanmar	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	-	997	(1 000)	(1 000)	(1 000)
Népal	500	500	500	500	500	500	500	500	500	(500)	(500)
Pakistan	-	-	-	-	5 000	-	-	-	-	1 500	(1 500)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-	5 000	(5 000)	(10 000)	-	-	-	-	-	
Philippines	5 152	5 165	5 000	5 716	5 716	19 184	9 392	10 000	10 000	10 000	(6 500)
République de Corée	15 000	15 000	20 000	20 000	20 000	20 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Sri Lanka	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	(10 000)
Thaïlande	15 000	15 000	30 000	30 486	30 215	30 205	28 985	30 365	29 944	29 365	5 000
Viet Nam	-	1 000	1 000	2 000	2 000	-	-	-	-	-	
Total	247 652	248 665	278 500	280 702	290 431	291 889	269 877	272 862	272 425	273 365	245 500

Note: Les parenthèses indiquent que le montant n'avait pas été versé au 31 décembre 2002.
Un tiret (-) signifie qu'il n'y a eu ni annonce ni versement.

[a] Annonce de contribution pour 2002.